

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE-----
*DÉPARTEMENT***INDRE ET LOIRE***CANTON***LOCHES***COMMUNE***BEAULIEU-LÈS-LOCHES**

OBJET : Enquête publique relative aux projets d'intérêt général de développement touristique des « Troglos de Beaulieu », de projet d'écoconstruction à vocation sociale et emportant la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols

Le Maire de Beaulieu-lès-Loches,

- **VU** la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- **VU** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II ;
- **VU** l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;
- **VU** le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- **VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 123-1 et suivants;
- **VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants, L.126-1, R.123-1 et suivants, R.126-1 et suivants ;
- **VU** la décision n° E13000263/45 du 23 août 2013 de Mme le Président du Tribunal Administratif d'ORLEANS désignant : Monsieur Arnaud GERMAIN, en qualité de commissaire-enquêteur, Madame Annick DUPUY, en qualité de commissaire-enquêteur suppléant ;
- **VU** les avis favorables émis par les Personnes Publiques Associées sur les deux Déclarations de Projet;
- **VU** les pièces du dossier soumis à l'enquête ;
- **CONSIDERANT** que le code de l'urbanisme dispose que la déclaration de projet d'une opération ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération porte à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols qui en est la conséquence ;

ARRETE**ARTICLE 1^{er} :**

Il sera procédé à une enquête publique portant sur deux Déclarations de Projet d'intérêt général relatives au développement touristique des « Troglos de BEAULIEU », à l'écoconstruction de logements sociaux en écoconstruction emportant la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols, pour une durée de 33 jours, du jeudi 3 octobre 2013 au lundi 4 novembre 2013 inclus.

ARTICLE 2 :

Monsieur Arnaud GERMAIN, ancien directeur administratif et financier, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame le Président du tribunal administratif d'ORLEANS, par décision en date du 23 août 2013.

Madame Annick DUPUY, retraitée de la fonction publique territoriale, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur suppléant par Madame le Président du Tribunal Administratif d'ORLEANS.

ARTICLE 3 :

Les dossiers de déclarations de projet d'intérêt général de développement touristique des « Troglos de BEAULIEU », d'éco construction à vocation sociale emportant la mise en compatibilité du POS, comprenant notamment les informations relatives à l'intérêt général et à l'environnement, ainsi que les pièces qui les accompagnent, soumis à enquête publique, seront déposés pour consultation à la Mairie de BEAULIEU-LES-LOCHES, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du 3 octobre 2013 au 4 novembre 2013 inclus.

Un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur, sera également déposé à la Mairie.

Chacun pourra prendre connaissance des dossiers de Déclarations de Projet et consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur.

L'adresse postale à utiliser est : Monsieur le commissaire-enquêteur, 6, Place du Maréchal Leclerc de Hautecloque, 37600 BEAULIEU-LES-LOCHES.

L'adresse internet à utiliser est : mairie.beaulieu37@wanadoo.fr

Les observations du public seront consultables et communicables à toute personne en faisant la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 4 :

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les jours suivants :

- jeudi 3 octobre 2013 de 8 heures 30 à 12 heures
- vendredi 18 octobre 2013 de 14 heures 30 à 18 heures
- lundi 4 novembre 2013 de 14 heures à 16 heures

ARTICLE 5 :

Les dossiers de déclarations de projet à caractère d'intérêt général portant sur le développement touristique des « Troglos de Beaulieu », sur le projet d'écoconstruction à vocation sociale emportant la mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols ont été élaborés sous la responsabilité de la Mairie de BEAULIEU-LES-LOCHES, sise au 6 Place du Maréchal Leclerc, 37600 BEAULIEU-LES-LOCHES.

ARTICLE 6 :

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au maire de la commune de BEAULIEU-LES-LOCHES le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

ARTICLE 7 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressé à Monsieur le Préfet du département d'Indre et Loire, à Madame le Président du Tribunal Administratif d'ORLEANS.

Un exemplaire du dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, ainsi que le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie de BEAULIEU-LES-LOCHES aux jours et horaires habituels d'ouverture pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 8 :

La commune met à disposition sur son site Internet à l'adresse : www.beaulieulesloches.eu l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique et le dossier d'enquête publique. Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également tenus à disposition du public pendant une durée d'un an à l'adresse Internet mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 9 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département d'INDRE-ET-LOIRE. Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé

en usage dans la commune de Beaulieu-lès-Loches. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du Maire de BEAULIEU-LES-LOCHES attestant de l'accomplissement des mesures d'affichage.

ARTICLE 10 :

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil Municipal est compétent pour se prononcer sur la mise en compatibilité du POS, emportée par les déclarations de projet d'intérêt général.

ARTICLE 11:

Monsieur le commissaire-enquêteur, Madame le Maire de Beaulieu-lès-Loches, Madame le Secrétaire de Mairie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire.

Fait à Beaulieu-lès-Loches
Le 19 septembre 2013
Le Maire,